



Paris, le 11 avril 2007

## Communiqué de presse

### **QUATRE CANDIDATS ONT REPONDU AU QUESTIONNAIRE DE TDIE : DES SATISFACTIONS POUR TDIE, QUI CONSIDERE QUE LES CONDITIONS D'UNE POLITIQUE AMBITIEUSE DE LA MOBILITE ET DES TRANSPORTS SONT REUNIES**

---

Quatre candidats (dans l'ordre alphabétique : François Bayrou, Ségolène Royal, Nicolas Sarkozy, Dominique Voynet) ont fait le choix de répondre précisément au questionnaire de TDIE. Si les questions relatives à la mobilité restent secondaires dans la campagne présidentielle, ils ont des convictions et des propositions à présenter sur ce thème qui touche à la vie quotidienne de tous nos concitoyens, comme au développement de l'économie française.

Voici quelques éléments qui constituent le socle commun à ces quatre candidats, d'une politique des transports pour les 5 années à venir.

#### **1/ Un débat parlementaire pour préciser les orientations du mandat**

Ces quatre candidats considèrent que le prochain Parlement doit être saisi pour définir la politique des transports et de la mobilité des cinq prochaines années sous ses différents aspects. Plusieurs des candidats retiennent la proposition de TDIE d'une loi de programmation et d'orientation sur les transports.

#### **2/ L'AFITF est légitime même si elle manque de ressources**

Ces quatre candidats constatent l'utilité de l'AFITF, mais s'interrogent sur ses ressources dès l'année prochaine. Cependant, aucun des candidats ne propose de solution chiffrée à la hauteur des besoins (de 2 à 3 Mds € par an selon l'évolution de la part Etat des CPER).

Rappel : TDIE avait porté l'idée de la création de l'AFITF dès 2002. L'actualisation de l'étude de recensement des besoins de TDIE publiée le 14 mars dernier chiffre l'addition à 30 ans à 173 Mds €.

#### **3/ Une éco-redevance sur le transport routier de marchandises**

Tous les candidats sont favorables à une taxation des poids lourds, dans le cadre notamment de la transposition de la Directive Eurovignette. La proposition de TDIE d'affecter le produit de cette redevance au financement de l'AFITF est accueillie avec intérêt.

Tous sont favorables à une politique volontariste de report modal et de modernisation des infrastructures ferroviaires, mais sans « hallali routier » : TDIE note que ces quatre candidats ont répondu de façon mesurée à la question de la taxation du transport routier ; la nécessaire complémentarité entre les modes que TDIE rappelle régulièrement n'est pas remise en cause, et les candidats sont lucides sur l'importance du transport routier (voyageurs comme marchandises) dans le fonctionnement de notre économie.

#### **4/ Assurer le financement des TCSP**

Les quatre candidats unanimes reprennent à leur compte l'idée d'affecter aux Transports en Commun en Site Propre la totalité des recettes émanant des PV liés au stationnement urbain.

#### **5/ Pour une politique portuaire ambitieuse**

Chaque candidat est convaincu que la situation des ports français est insatisfaisante, et que les façades maritimes de la France sont mal mises en valeur. Ils prennent tous position, avec des mots différents, mais de façon précise, en faveur d'une réforme de leur gouvernance (décentralisation, réforme statutaire...), d'efforts particuliers pour le développement de leur hinterland et de chaînes logistiques multimodales (développement du ferroutage notamment).

#### **6/ Préserver l'environnement**

Le constat encore rappelé des derniers temps par le GIEC est manifestement repris à son compte par chacun de ces quatre candidats : la croissance de la consommation d'énergie fossile par les transports doit être contenue. Tous s'engagent à soutenir la recherche fondamentale et appliquée, qu'il s'agisse des carburants ou des moteurs... Ils sont cependant tous réservés sur le potentiel des biocarburants, dont ils considèrent qu'ils ne seront sans doute pas la seule solution de substitution aux énergies fossiles.

Ils sont enfin favorables à une taxation à terme du carbone, à des permis d'émission, voire à une refonte de la politique fiscale applicable au kérosène.

#### **7/ La nécessité de la concertation autour des projets d'infrastructures**

TDIE note avec satisfaction que ces quatre candidats sont convaincus de la nécessité et de la légitimité des dispositifs de concertation portés par la Commission Nationale du Débat Public. Ils ont tous manifesté un intérêt pour les propositions que TDIE a portées dans son Livre blanc concernant l'évolution des dispositifs de concertation locale.

#### **8/ Péréquation et programmation des investissements publics : quelle répartition des rôles ?**

Ces sujets sont les seuls à faire l'objet de prises de position très divergentes, mais tous les candidats reconnaissent un rôle essentiel en termes de programmation à l'Etat, comme à l'Union européenne d'ailleurs, dont la faiblesse du budget dédié aux infrastructures de transport est unanimement critiqué.